

*Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement*

Conseil d'administration
Séance du 29 janvier 2021

Délibération n°3.7

Le 29 janvier 2021, le Conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Monsieur Dominique CHARGE à Paris
Nombre de membres en exercice : 32
Nombre de participants : 25
Membres représentés (procuration) : 6
Quorum : 16

Point 3 - Gouvernance

Délibération 3.7 – Attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service (NAS)

Exposé des motifs :

Dans le cadre de l'opération de restructuration du bâtiment 11, il est prévu la rénovation des bâtiments sis 65 et 67 rue de Saint-Brieuc à Rennes, cadastrés AL 281 et immatriculés dans CHORUS sous les numéros 166314/320242 et 166314/360180. Le 1^{er} bâtiment (65) est actuellement affecté comme logement de fonction et le 2^{ème} (67) à usage de bureaux.

Conformément au SPSI 2019-2024, le logement 65, actuellement occupé en NAS par M. Pascal Quémeneur, doit faire l'objet d'une mutation en accueil de site. Le changement d'affectation de logement de fonction en bureaux a fait l'objet d'une approbation du Conseil d'école interne du 12 novembre 2020 (délibération 8.2).

En raison, du changement d'affectation du bâtiment sis 65 rue de Saint-Brieuc, il est proposé que M. Pascal Quémeneur, actuel occupant du logement 65, soit relogé dans le bâtiment 67. Pour ce faire, il convient de modifier l'affectation du bâtiment sis 67 rue de Saint-Brieuc de locaux à destination de bureaux en logement de fonction.

Parallèlement et en raison de ses fonctions de gardiennage et de permanence de sécurité, l'octroi d'une concession de logement de fonction par nécessité absolue de service du logement sis 67 rue de Saint-Brieuc à Rennes, cadastré AL 281 et immatriculé dans CHORUS sous le numéro 166314/360180 à compter du 04/01/2021 est sollicitée pour M. Pascal Quémeneur.

La Directrice Générale sollicite l'approbation du Conseil d'administration pour :

- Compte tenu de l'affectation du bâtiment sis 67 rue de Saint-Brieuc à Rennes, cadastré AL 281 et immatriculé dans CHORUS sous le numéro 166314/360180, d'usage de bureau en logement de fonction à compter du 04/01/2021 ; il est proposé d'Octroyer à M. Pascal Quémeneur, en raison de ses fonctions de gardiennage et de permanence de sécurité, une concession de logement de fonction par nécessité absolue de service pour le logement précité.

ADOPTÉ : à 29 voix pour
 à 0 voix contre
 et 0 abstention exprimée

Délibération n°3.7

Objet : Attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service (NAS)

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment ses articles 9 et 11 ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2020 fixant les listes de fonctions des établissements publics (hors Office national des forêts) du ministère de l'agriculture et de l'alimentation prévues aux articles R. 2124-65 et R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques pouvant ouvrir droit à l'attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une convention d'occupation précaire avec astreinte ;

Vu l'avis au Conseil d'école interne d'AGROCAMPUS OUEST du 12 novembre 2020 ;

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 29 janvier 2021, approuve, sur proposition de la Directrice Générale :

- L'attribution d'une concession de logement de fonction par nécessité absolue de service du logement précité sis 67 rue de Saint-Brieuc à Rennes, à M. Pascal Quemeneur, en raison de ses fonctions de gardiennage et de permanence de sécurité.

Fait à Paris, le 29 janvier 2021

Le Président du Conseil d'administration

Dominique CHARGE

Signature D. Chargé

La présente délibération est classée au recueil des délibérations de l'établissement et est publiée sur le site internet des écoles internes.
En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.